**SCIENCE HISTORIQUE
ET CONSCIENCE HISTORIOGRAPHIQUE
DE L'ALGÉRIE COLONIALE
I. 1840-1962***

à Charles-André JULIEN

La science historique s'interroge sur ses raisons et ses moyens. L'épistémologie d'une discipline conduit à se demander qu'est-ce qui peut bien qualifier, dans une société, ce qui s'appelle histoire. Alors qu'on prend conscience par divers biais et « écoles » ou personnalités (1) de la relativité de ses découvertes antérieures, que l'on cherche à explorer de nouveaux secteurs, à s'annexer des domaines inattendus, à emprunter à d'autres sciences, il ne nous a pas paru trop iconoclaste d'appliquer à la connaissance de l'Algérie coloniale les filtres de l'analyse politique. Pour ce faire, nous avons repris les résultats de l'enquête historique, pour les réinterpréter dans une nouvelle optique. Naturellement l'approche sous-entend deux phases d'exploration complémentaires : une relecture de l'histoire écrite, d'abord, et un traitement comparatif dans une perspective critique des données rassemblées par les historiens français de 1840 date des premières études à 1962 moment de l'indépendance de l'Algérie, ensuite. Nous prendrons d'abord la production historique comme un tout observable, avant d'en retracer les étapes. Un rapide, et provisoire bilan suivra.

* La seconde partie de cette étude portera sur les ouvrages et thèses historiques parus depuis l'indépendance de l'Algérie.

(1) A.G. CHEJNE : « The Use of History by Modern Arab Writers », *The Middle East Journal*, Autumn 1960, pp. 382-396; B. LEWIS, P.M. HOLT (ed.) : *Historians of the Middle East*, London, 1962; J. WANSBROUGH : « The Decolonization of North African History », *Journal of African History*, 4-1968, pp. 643-650; D.C. GORDON : *Self-determination and History in the Third World*, Princeton University Press, 1971.

A ce jour, la tentative de relecture la plus élaborée, touchant pour partie l'histoire algérienne nous semble être celle de David C. GORDON. Citons aussi une enquête plus spécifique, celle qu'Annie REY-GOLDZEIGUER a consacré à : « Les problèmes algériens du Second Empire vus par les historiens français » communication au colloque d'historiographie d'Aix-en-Provence, 24 septembre 1972 et le compte rendu d'Ernest GELLNER : « The Struggle for Morocco's past », *The Middle East Journal*, Winter 1961, pp. 79-90.

L'HISTORIOGRAPHIE REVISITÉE

Commençons par dire qu'il ne s'agit pas en aucune sorte d'un procès fait aux historiens français de l'Algérie. Des analystes, des chercheurs, des universitaires, ont contribué à la connaissance historique d'un domaine, avec les moyens qui étaient à leur disposition au moment où ils pensaient et écrivaient, moyens intellectuels et conceptuels qui dépendaient eux-mêmes de l'état d'avancement des sciences et des techniques de l'historiographie. Des hommes ont écrit des articles, des ouvrages, fait des cours, des conférences, accompli des missions, formé des étudiants, marqués par le climat politique et moral de leur époque, par leurs origines sociales, le milieu politique ambiant, les rivalités professionnelles et les querelles d'école, par l'état ambigu et tumultueux des rapports entre la France et cette « colonie privilégiée », la « doyenne de la triade nord-africaine » qu'évoquait Alfred Bel en 1936 (2), que fut plus d'un siècle durant, l'Algérie.

Sachant ce que ces hommes furent, et les conditions qui présidèrent à l'élaboration de leur œuvre scientifique, connaissant les influences qui les marquèrent et les enjeux et conflits auxquels ils participèrent, nous n'avons ni à les juger, ni vraiment à expliquer ce qui les a poussé à choisir tel sujet plutôt qu'un autre et à en traiter d'une manière particulière. Notre but est plutôt de démontrer qu'en dépit de ses déformations, réductions et oublis, cette histoire écrite est utilisable. Tout en retraçant les grandes étapes de l'évolution d'une historiographie française de l'Algérie, et en indiquant ses limites, nous prétendons qu'il est encore aujourd'hui possible de mettre à contribution ces mêmes historiens pour, par exemple, *retrouver* dans leurs multiples travaux une communauté humaine qui n'a guère été l'objet principal de leurs investigations : la *société* indigène, c'est-à-dire *algérienne*.

Comme il ne semble ni juste ni possible de séparer le bon grain de l'ivraie, c'est-à-dire ce qui ressort de la recherche historiographique et ce qui appartient aux préconceptions personnelles, ou à l'idéologie ambiante, aux illusions et mythes du moment, nous suggérons de compléter la lecture des écrits scientifiques des historiens spécialisés (des universitaires mais aussi ceux que William Marçais appelait les « grands amateurs », tels De Grammont ou Eugène Mercier) par la consultation d'autres études, et pas seulement celles des autres sciences sociales proches de l'histoire.

Car relire l'histoire ne signifie ni la récrire ni la corriger ou la redresser, mais utiliser ce qui a déjà été transcrit et apprécié jusqu'à nous par les historiens et les ethnologues professionnels en tout premier lieu mais aussi par les amateurs, membres de sociétés savantes locales, ou observateurs indirects

(2) Discours d'ouverture. *Deuxième congrès de la Fédération des Sociétés savantes de l'Afrique du Nord*. (Tlemcen, 14-17 avril 1936). *Revue africaine*, 3^e-4^e trimestre 1936, vol. 1, p. 11.

du vécu algérien, militaires, voyageurs, romanciers, fonctionnaires (3). A travers les travaux et commentaires savants ou simples impressions personnalisées, nous recherchons une image plus ou moins cohérente de la collectivité algérienne, de l'ensemble social qualifié d'indigène ou de musulman, pour le différencier de l'entité européenne de la colonisation, colonat et bureaucratie coloniale. Si les *Annales algériennes* de Pellissier de Reynaud nous renseignent presque directement sur les structures économiques et sociales de l'Algérie du temps (1830-1854), tout comme l'étude du capitaine de Neveu sur les *khouan* à propos des confréries (1845), les ouvrages publiés par la suite, ceux des géographes (Augustin Bernard, Emile-Félix Gautier mais aussi Marcel Larnaude, Hildebert Isnard, Jean Despois, Jean Dresch et beaucoup d'autres), des ethnologues (De Masqueray à Dermenghem en passant par Doutté), nous révèlent aussi des portions du réel sans oublier les politiciens type Eugène Etienne, ou les hauts fonctionnaires, les gouverneurs généraux en tête (de Bugeaud à Violette et à Soustelle).

A partir de cette pratique la plus exhaustive possible (et non par simple sondage) peuvent être esquissées les étapes d'une part et les catalyseurs d'autre part de la revivification socio-politique en Algérie. Tout ce qui concernait les Algériens de près ou de loin étant systématiquement noté, tout étudiant, dont le premier mouvement serait de récuser cette histoire marquée du sceau de la déformation, peut effectivement se livrer ensuite à un contrôle des données et images fournies par les différents auteurs en multipliant les recoupements. C'est à ce prix que ce qui était le plus souvent indiqué en creux dans l'étude scientifique, le discours savant, la prose universitaire, voire dans le pamphlet politique ou le récit occasionnel, peut être dégagé très artificiellement de son contexte et récupéré à des fins reconstitutives.

Cette lecture « empirique » (4) serait insuffisante si quelques unes des hypothèses qu'elle permettait de formuler n'étaient pas jugées sur « pièces d'archives », c'est-à-dire si documents originaux et statistiques ne venaient aider aux vérifications essentielles. Elle serait tout aussi déviée de son propos si son axe essentiel ne reposait pas sur les écrits des historiens eux-mêmes. Et, en fait, l'essentiel de l'apport initial, des renseignements collectés, vient de l'historiographie coloniale qui se livra surtout à une analyse de la *colonisation* de ses antécédents (période « latine »), de ses causes (« coup de l'éventail »), de ses raisons (« la civilisation », « le progrès ») et de ses modalités (« conquête » et « développement »), mais pas à cela uniquement, en dépit des formules un peu hâtives employées aujourd'hui, dans l'Algérie devenue indépendante surtout.

(3) Dans son discours au congrès précité, William MARÇAIS, arabisant et islamisant et frère de l'historien Georges MARÇAIS, évoquait la profonde complémentarité entre professionnels et amateurs pour l'exploration scientifique du passé. Il glorifiait ainsi les sociétés savantes où professeurs et archivistes peuvent rencontrer « ceux dont la réserve scientifique est un violon d'Ingres dont souvent ils jouent en virtuoses. Collaboration féconde et pour chacun des associés d'un grand bénéfice ». *Revue africaine*, op. cit., p. 63.

(4) Le terme *empirique* est utilisé ici non par opposition à *scientifique* (nous prétendons au contraire à la rationalité) mais pour souligner ce que la méthode employée a de *non directement expérimental*.

L'histoire de l'Algérie a longtemps été œuvre française et œuvre quasi officielle. La portion accordée aux autochtones se réduisit à mesure que le pouvoir civil lui-même s'étendait. Au moment où éclata la première guerre mondiale, les ouvrages parus alors débordaient d'une Algérie tout européanisée par le colonisateur, d'un peuple de colons qui se nommèrent Algériens. Les désillusions de l'après Centenaire de 1930, marquèrent le déclin de cette histoire à sens unique, et la lente réhabilitation des Algériens musulmans comme sujets historiques. Les versions nationalistes, algérienne-française et métropolitaine furent entamées par quelques frondeurs (Charles-André Julien, d'Orient et Loew) puis battues en brèche par un nombre grandissant de chercheurs parmi lesquels les géographes jouèrent un rôle fondamental. Les Algériens de leur côté lançaient au moment du Centenaire les bases d'une anti-histoire française qui n'allait cesser de croître, du Cheikh El Mili à Mohamed Chérif Sahli, conduisant par la suite à une version officielle prenant le contre-pied des interprétations coloniales et, par là, tout aussi teintée d'idéologie que les versions qu'elle dénonçait.

Si bien que le « relecteur » n'est pas aux prises avec une mais avec des histoires, dont il lui faut moins démonter les mécanismes, apprécier les possibles distorsions, affabulations et erreurs, relever les pratiques et techniques, et apprécier les résultats que : a) reconstituer les étapes, b) esquisser une sorte de bilan, qui ne taise pas les contradictions, à travers divers affrontements et conflits d'interprétations et n'empêche pas non plus de percevoir les efforts de renouvellement.

Pour retracer les différents moments de la recherche historique touchant l'Algérie coloniale, nous disposons d'un corpus incluant un nombre respectable de volumes : ouvrages, revues, articles, communications savantes, écrits divers. On citera, avant tout, la *Revue africaine*, créée en 1856 par et pour la Société historique algérienne, qui parut jusqu'en 1961, et traite essentiellement du passé africain et plus spécifiquement algérien précolonial, depuis l'époque libyque jusqu'en 1830. Les cent et quelques tomes que complètent ceux des congrès de la Société historique forment une masse impressionnante. On peut y ajouter les articles historiques publiés dans les journaux des sociétés savantes en Algérie : algéroise (*Bulletin de la Société de Géographie d'Alger et de l'Algérie du Nord* fondé en 1880), archéologique de Constantine (*Annuaire* jusqu'en 1863, puis *Recueil annuel de notices et de mémoires*), de Géographie et d'archéologie de la province d'Oran (*Bulletin* à partir de 1878), parmi les plus notoires. Il existe tout un fonds documentaire auquel on peut joindre des périodiques d'institutions diverses, telle l'Académie d'Hippone (*Bulletin* depuis 1865). Les revues métropolitaines ont aussi consacré des études à l'Algérie, notamment les *Annales maritimes et coloniales*, le *Bulletin du Comité de l'Afrique française* (créé en 1891), la *Revue de l'Histoire des Colonies françaises* (fondée en 1913 et devenue la *Revue d'Afrique* en 1928, puis la *Revue française d'Outre-Mer*), la *Revue historique*, la *Revue des deux mondes*, voire la *Nouvelle Revue rétrospective* (1895-1904)... On peut rattacher à l'Armée diverses publications où l'Algérie est abordée, telles l'*Armée d'Afrique* (1924-1929) d'Alger, la *Revue d'histoire*

(1893-1914) ou le *Spectateur militaire* (1826-1914) de Paris, la *Revue internationale d'histoire militaire*...

Les ouvrages historiques, essais, rapports, observations, etc, constituent un matériel tout aussi considérable. On en trouvera une liste fort complète dans trois ouvrages de Charles-André Julien : *Histoire de l'Afrique du Nord, Histoire de l'Algérie Contemporaine* (vol. I) et *L'Afrique du Nord en marche...* ainsi que dans la thèse de Charles-Robert Ageron : *Les Algériens musulmans et la France* (5). Les bibliographies y sont fort complètes et, chez le premier nommé, présentées de façon critique. Nous possédons aussi deux présentations rétrospectives, intéressantes en raison du moment où elles sont élaborées : celle qui figure dans la « Collection du centenaire de l'Algérie : sous le titre *Histoire et Historiens de l'Algérie*, et qui date de 1931, et celle consacrée au Centenaire de la société historique algérienne en 1956, présentées l'une comme l'autre sous forme d'ouvrage par la même *Revue africaine* (6). Deux historiens, Marcel Emerit et Xavier Yacono se sont, d'autre part, livrés à des recensions fort utiles, à partir desquelles il est possible de reprendre la lecture systématique des travaux évoqués et d'en établir la synchronie (7).

Il ne saurait être question de rappeler tout le produit d'une enquête effectuée sur des centaines de titres et des milliers de pages, dont une partie a déjà été évoquée par ailleurs (8). On se contentera de rappeler les principaux moments d'une recherche historique qui porte sur un siècle et demi, en en précisant chaque fois les grandes lignes.

(5) JULIEN (Charles-André). 1931 : *Histoire de l'Afrique du Nord, Tunisie, Algérie, Maroc*. Paris, Payot, (2^e éd., 2 vol., mise à jour par C. COURTOIS et R. LE TOURNEAU, 1961); 1952 : *L'Afrique du Nord en marche. Nationalismes musulmans et souveraineté française*. Paris, Julliard (2^e éd., 1953; 3^e éd., 1972); 1964 : *Histoire de l'Algérie contemporaine, tome I, la conquête et les débuts de la colonisation (1827-1871)*, cf. pp. 507-549; Paris, Presses Universitaires de France, cf. pp. 507-549. AGERON (Charles-Robert) : 1968 *Les Algériens musulmans et la France (1871-1919)*. 2 vol. Paris, Presses Universitaires de France, cf. pp. 1262-1283. 1977 *Histoire de l'Algérie contemporaine (1830-1976)*. Coll. « Que sais-je ? » 6^e éd. Paris, Presses universitaires de France. Il est regrettable que le volume II de l'*Histoire de l'Algérie contemporaine*, rédigée par C.R. AGERON (*De l'insurrection de 1871 au déclenchement de la guerre de libération (1954)*) Paris, P.U.F., 1979 ne comporte lui aucune bibliographie critique, bien que l'auteur ait pris soin de renvoyer à sa thèse.

(6) *Histoire et historiens de l'Algérie (1830-1930)*. Collection du Centenaire de l'Algérie, IV Archéologie et histoire, Introduction de Stéphane GSELL, *Revue Historique*, Paris, Alcan 1931; *Centenaire de la Société historique algérienne 1856m1956*, Alger, *Revue africaine*, Tome C, Année 1956.

(7) EMERIT (Marcel). « Les derniers travaux sur l'histoire de la colonisation de l'Algérie », *Comptes rendus des séances de l'Académie des sciences coloniales*, 2 juillet 1954, tome XIV, pp. 329-339; YACONO (Xavier) 1956 : « L'Algérie depuis 1830 », *Centenaire de la Société historique, op. cit.*, pp. 144-190. 1970 : « La recherche et les livres sur l'histoire contemporaine de l'Algérie au cours des dernières années (1962-1970) », *Comptes rendus mensuels de l'Académie des Sciences d'Outre-Mer*, Tome XXX, pp. 429-455.

(8) VATIN (Jean-Claude), 1974 : a) *L'Algérie politique. Histoire et société*. Paris, « Cahiers de la Fondation Nationale des Sciences Politiques », Armand Colin. b) « Histoire en soi et histoire pour soi : 1919-1945 et après », *Revue algérienne des Sciences juridiques, économiques et politiques*, 4-1974, pp. 275-287.

TEMPS MORTS, TEMPS FORTS

1. - 1840-1870

C'est ce que beaucoup nomment « l'époque héroïque », celle des pionniers, proluxe et désordonnée, née de la rencontre entre l'occupant européen, occidental, et la culture algérienne, orientale. Y triomphent les découvreurs, officiers, administrateurs, saint-simoniens, savants fébriles et amateurs éclairés. Tout est à observer, appréhender, comprendre, expliquer. Charles Brosselard, interprète militaire, avant de devenir sous-préfet, et qui relève les inscriptions qu'il rencontre, s'intéresse aux confréries, est un bel exemple. De ces quelques ardents polygraphes Berbrugger représente mieux encore ce type d'inquiétude scientifique d'homme s'intéressant à tout. Premier bibliothécaire de la bibliothèque d'Alger créée en 1838, puis premier président de la Société historique algérienne fondée en 1856, il est « l'archéologie militante » qu'évoque à son propos Georges Marçais lors du centenaire de cette société, « l'initiateur », « homme orchestre de l'investigation africaine », aussi « ce Touche-à-tout que l'esprit critique n'a peut-être pas assez démanché mais qu'électrisèrent des étincelles de génie » dont parle Jérôme Carcopino en cette même occasion (9). Ce polygraphe court derrière les militaires français, entrant pour la première fois dans Mascara et Tlemcen à l'ouest, ou dans Constantine à l'est. Son *Algérie historique pittoresque et monumentale* (1843), la masse d'articles qu'il rédige, font de lui le symbole du savant découvrant un terrain encore vierge et en commençant l'investigation, non sans désordre ni à-peu-près.

A ses côtés, et de façon autrement systématique, des militaires, qui contribuent à la rédaction des *Annales algériennes* (1836-1839) et à *L'Exploration scientifique de l'Algérie pendant les années 1840, 1841, 1842* (39 volumes, 1844-1867), tels Pellissier de Reynaud, Carrette, Mangay, La Tour du Pin. D'autres officiers, auxquels les campagnes liées à l'extension de la conquête offrent l'occasion de rencontrer un pays, des populations, des coutumes, se préoccupent de leurs antécédents récents, tels Aucapitaine, Dumas, de Neveu, Hanoteau, Walzin-Esterazy... Leur but n'est pas désintéressé et il ne saurait l'être. Les recherches du capitaine de Neveu sur les confréries (les *Khouân* 1845), celles de Dumas sur la société arabe en 1853 et 1869 (10) ou la grande Kabylie (associé à Fabar) en 1847 (11) ne sont pas des travaux d'esthètes mais de soldats appliqués à révéler le passé et le présent d'un adversaire pour le mieux situer, donc le mieux combattre. Ordres religieux, minorités ethniques, divisions antérieures et modes d'organisation, juridique, économique, politique,

[9] *Centenaire de la société historique algérienne... op. cit.*, pp. 8 et 17.

[10] DE NEVEU (E.), *Les Khouan. Ordres religieux chez les Musulmans de l'Algérie*. Paris, 1845; DUMAS (E.), *Mœurs et coutumes de l'Algérie. Tell, Kabylie, Sahara*, Paris, Hachette, 1853; *La vie arabe et la société musulmane*, Paris, Levy, 1860.

[11] DUMAS (E.) et FABAR, *La Grande Kabylie, étude historiques*. Paris, Hachette, 1847.

comme les modes de vie et la structure économique sont abordés pour des raisons stratégiques. Mais les officiers cultivent aussi un certain goût de l'étude pour une société qu'ils ignorent et dont leurs contemporains, en France, ne savent rien. Les intérêts d'un Walzin-Esterazy pour les formes de la domination turque avant la conquête, d'un Delamare pour l'archéologie, voire celui plus directement utilitaire d'un Carette pour retrouver « l'origine et les migrations des principales tribus de l'Afrique septentrionale et particulièrement de l'Algérie » (12) laissent transparaître une culture, une ouverture d'esprit, une avidité de connaître que n'auront pas toujours les professionnels qui viendront après eux.

Trois domaines attirent les observateurs : l'évocation du passé de l'Afrique du Nord, la société indigène, la reconstitution de la conquête. Le passé, c'est d'abord l'archéologie. Une épigraphie essentiellement punique et latine s'élabore très tôt, alors que « l'épigraphie musulmane n'offre pas les ressources que les historiens de l'Antiquité ont trouvé dans les stèles funéraires ou votives et les bornes militaires » expliquera Georges Marçais lors de la cérémonie du centenaire précité. N'est-ce pas plutôt parce que les historiens d'occasion sont issus d'un milieu, ont reçu une formation gréco-latine, les préparant beaucoup mieux à déchiffrer certaines pierres plutôt que d'autres ? Pierres et monuments resteront un des objets privilégiés de la recherche, impliquant de nombreux relevés, des fouilles, la création de musées, la mise en place d'institutions touchant les « Monuments historiques », des publications tout au long de l'ère coloniale. Quant aux premières synthèses d'histoire, celle de Galibert par exemple, elles sont marquées par de larges « emprunts » à Pellissier de Reynaud (13). L'autre centre qui retient les analystes, surtout militaires, ce sont les indigènes, notamment ceux qui ont résisté aux forces françaises, comme ceux du Dahra (1845-1846) étudiés par Richard. D'où la polarisation sur certains points forts ou secteurs-clés : des communautés religieuses ou ethniques, des personnalités, tel Abdel Kader dont il sera à nouveau question plus loin. Carette, Daumas, Devaux, Féraud, Aucapitaine, Lapene, parmi d'autres, s'intéressent à la Kabylie dont la résistance ne cessera qu'après 1871, et au cœur de laquelle les expéditions se succèdent et où les officiers gagnent leur avancement. Et n'oublions pas les premiers arabisants qui traduisent très tôt deux des grands auteurs classiques, Ibn Khaldûn (par de Slane entre 1852 et 1856) et le juriste de rite malékite, Khalil Ibn Ish'âk (par Perron, entre 1848 et 1854).

Enfin, les premiers historiens de ce qui deviendra ultérieurement la grande geste ou épopée de la France en Algérie, publient déjà. Avec cette particularité que l'œuvre d'un Baudicour (trois ouvrages entre 1846 et 1860) ne vas pas sans jugements et formules critiques qui tranchent déjà sur la production de son temps (l'ouvrage de Fillias notamment) et qu'il faudra attendre près

(12) In *l'Exploration scientifique de l'Algérie pendant les années 1840, 1841, 1842*, tome III, 1853.

(13) GALIBERT [L.]. *L'Algérie ancienne et moderne*. Paris, Furne et Cie, 1843.

d'un siècle avant de voir reparaître une série d'ouvrages devenus très officiels, beaucoup moins nuancés donc plus conformistes (14).

L'époque nous paraît donc caractérisée par plusieurs traits : une sorte de bouillonnement, des recherches souvent dispersées, quelquefois superficielles mais passionnées. Elle est largement dominée par des militaires, dont la formation historique laissait sans doute à désirer mais capables en général de s'ouvrir aux populations adverses, arabes et berbères. Dans cet ensemble disparate des descriptions et d'analyses, on voit bien la trace d'une culture occidentale, la marque d'origines sociales, la puissance restrictive de tabous et de mythes, notamment chez les officiers tentant de retrouver dans les chefs adverses une aristocratie équivalente de la leur. Mais, dans l'ensemble, les champs scientifiques sont encore flous, les frontières entre sujets et observateurs pas bien délimitées. A la limite, on pourrait s'étonner qu'une telle impréparation scientifique ait abouti à une si faible proportion d'erreurs et de blocages.

2. - 1871-1890

Après la défaite de 1870 en Europe, la chute du Second Empire, la fin des illusions du « Royaume arabe », la rébellion matée en 1871 dans l'est et le sud-est accompagnée de l'extension du territoire civil et de la colonisation, le climat change. Nous voyons les premiers signes d'une délimitation de la science historique, mais aussi les manifestations d'une histoire banalisée, centrée sur quelques thèmes particuliers, professionnalisée et comme enfermée.

Certes, « l'insurrection » de 1871 permet aux militaires de poursuivre leurs recherches sur les forces indigènes, sur les sources des mouvements de résistance. Le retour de l'Islam mystique, les tribuns le régime confédératif kabylo, les alliances contre la France et les thèmes de la mobilisation provoquent des études rétrospectives, de nouveaux examens, où s'illustrent Rinn, Trumelet, Roches, entre autres. Mais *L'Histoire de l'insurrection de 1871 en Algérie* que publie le premier en 1891, est moins un récit objectif qu'un mélange contradictoire de propositions dont les uns tendent à ramener la révolte à « un soulèvement de quelques nobles mécontents et d'un sceptique ambitieux » et les autres à mettre en scène et glorifier une armée française de 86 000 hommes livrant 300 combats contre 200 000 guerriers musulmans ! (15) Et le second, dans son *Histoire de l'insurrection des Oulad-Sidi-Ech-Chikh (Sud Algérien) de 1864 à 1880*, ne paraît pas mettre ses connaissances du milieu islamique au service d'une saine compréhension de son sujet. Ses intérêts le portent d'ailleurs à la fois vers une glorification de la colonisation française (*Boufarik*, 1887) ou de ses héros (*Yusuf*, 1890 ou *le sergent Blandan*, 1887) et

(14) BAUDICOUR (Louis de). *La colonisation de l'Algérie. Ses éléments*. Pasis, Lecoffre, 1846 ; *La guerre et le gouvernement de l'Algérie*. Sagnier et Bray, 1853 ; *Histoire de la colonisation de l'Algérie*, Challamel 1860 ; FILLIAS (A.) : *Histoire de la conquête et de la colonisation de l'Algérie, 1830-1860*. Paris, Arnaud de Vresse, 1860.

(15) RINN (Louis). *Histoire de l'insurrection de 1871 en Algérie*. Alger, Jourdan, 1891. Voir aussi *Marabouts et Khouan. Etude sur l'Islam en Algérie...* Alger, Jourdan, 1884.

vers une approche de l'Islam par l'aspect second des légendes et des traditions stéréotypées (16). Quant à Léon Roches, ses *Trente deux ans à travers l'Islam (1832-1864)*, paru en 1884-1885 sont moins le fruit d'observations qui nous auraient éclairé notamment sur le système mis en place par Abd el-Kader qu'un ensemble où règne l'affabulation. C'est que l'histoire, déjà, tend à circonscrire ses domaines et à voir la société algérienne au travers de clichés, auxquels n'échappent pas les militaires dont le territoire de gestion s'est réduit et qui ne vont pas tarder à se replier sur la dernière zone qui leur est laissée à conquérir, le sud et ses étendues désertiques et sub-désertiques (Daumas en fournit un exemple). • Dès 1870, le sort de • L'Arabe • est réglé • (par opposition du • Kabyle • au • Mozabite •) écrit Jacques Berque, dans un texte qui tranche sur le ronronnement euphorique propre à la célébration du centenaire de la Société historique algérienne (17). Les processus de rapprochement et d'oppositions, d'explications par catégories, genres et types, sont déjà en place. Et la galerie des portraits, forgés par les besoins de la pédagogie ou de la présentation didactique, commencent à s'inscrire dans le langage historique. Ce qui était complexité des situations et des groupes se réduit peu à peu à travers des visions et présentations simplificatrices, rassemblant pour mieux les différencier les couples opposés : nomade – sédentaire, rural – citadin, Arabe – Berbère, européen – indigène, mystique – puritain, etc. La sociologie historique est en train de se construire une typologie dont elle aura bien du mal à s'écarter ensuite.

Quelques • grands amateurs • défendent néanmoins une histoire en voie de s'écrire dans différentes directions. Avec de Grammont, qui fait paraître une *Histoire d'Alger sous la domination turque (1515-1830)*, en 1887 et qui n'aura guère de véritable continuateur d'ici longtemps. Avec Ernest Mercier, ancien interprète judiciaire tenté par la politique (qui deviendra maire de Constantine) et qui rédige une *Histoire de l'Afrique septentrionale* jusqu'au moment où les Français prennent pied en Algérie, en 3 volumes (soit plus de 1 500 pages) parus entre 1888 et 1890. Ces deux ouvrages peuvent être complétés par celui que Thureau – Dangin rédige et fait publier à Paris sur l'*Histoire de la monarchie de Juillet* (7 volumes entre 1884 et 1892), et dont une partie traite de la politique française en Algérie. L'histoire de la conquête, elle n'a pas encore trouvé en Camille Rousset (*La Conquête d'Alger*, 1879, et *La Conquête de l'Algérie, (1841-1847)*, 1889) un historiographe digne de ce nom, et que le manuel d'Edouard Cat (*Histoire de l'Algérie, Tunisie, Maroc*, 1889-1891) n'ajoute guère à celui d'E. Mercier. La connaissance de la période musulmane, de son côté et en dépit des deux volumes consacrés par H. Fournel à une *Etude sur la conquête de l'Afrique par les Arabes d'après les textes arabes imprimés (1875-1881)*, n'a guère avancé. Celle de la conquête et de l'administration romaines est à peine entamée par Boissière (1878).

[16] TRUMELET (C.). *Les Saints de l'Islam, légendes hagiologiques et croyances musulmanes algériennes. Les Saints du Tell*. Paris, 1881.

[17] BERQUE (Jacques). • Vers une étude des comportements en Afrique du Nord •, *Centenaire de la société historique algérienne*, op. cit., p. 526.

Durant les quelques vingt années qui suivirent la naissance de la Troisième République, on constate plusieurs phénomènes :

a) une diminution du nombre des amateurs et des découvreurs, en même temps qu'une part moindre remplie par les militaires, en dépit du renom de quelques-uns d'entre eux tendant à se spécialiser dans le récit et l'analyse des faits de la période précédente ;

b) une restriction du champ d'étude, et la constitution d'une image de la société musulmane fondée sur les connaissances acquises au cours des combats.

Ces combats étant terminés, on semble avoir pris la mesure d'une société vaincue, dont il faut faire encore comprendre les rouages et les croyances pour éviter de nouvelles insurrections, mais que l'on a tendance à écarter du champs d'observation comme sujet principal, et à réduire à quelques archétypes ;

c) Le début de répétitions, de compilations, où l'on exploite et commence à piller les premiers travaux, ceux de Pellissier de Reynaud et de Carette notamment. Si l'histoire semble se répéter d'un ouvrage à l'autre, c'est que les historiens se copient ;

d) des créations : d'Ecoles supérieures, embryon de la future université d'Alger, notamment d'une Ecole de lettres, dont le rôle est encore infime entre 1880 et 1890 mais qui ne va pas tarder à modifier le choix des sujets et la manière de les aborder ; d'un Service des Monuments historiques de l'Algérie dont les orientations seront déterminantes ; d'une Commission de l'Afrique du Nord au ministère de l'Instruction publique à Paris, en 1883.

3. — 1890-1919

Résumons le principal de ce qui fut porté à la connaissance du public. Tout d'abord, l'histoire ancienne, celle de la colonisation romaine en Algérie, entame sa foudroyante percée. Non pas tant par Boissier (*l'Afrique romaine*, 1895), que par celui qui va devenir le grand maître de cette discipline, Stéphane Gsell dont *L'Algérie dans l'Antiquité* paraît en 1900 et *Les Monuments antiques de l'Algérie* sortent des presses en 1901, avant que ne paraissent les premiers volumes d'une *Histoire ancienne de l'Afrique du Nord* qui n'en comportera pas moins de huit, entre 1913 et 1928, et un *Atlas archéologique de l'Algérie* (1902-1911). A cette œuvre, qui conduira son auteur de l'Ecole des lettres d'Alger à l'Inspection des Antiquités d'Algérie puis au Collège de France et à l'Institut (1923), il faut ajouter les travaux d'Audollent (*Carthage romaine* 1901), de Pallus de Lessert (*Fastes des provinces africaines...* 1896-1902) et d'un universitaire parisien Cagnat (*L'Armée romaine d'Afrique et l'occupation militaire sous les Empereurs*, 1892). Ceci va de pair avec la restauration progressive des sites et monuments, qui donneront lieu aux campagnes de fouilles dégagant Timgad et Djemila, pour ne citer que les plus frappantes, avec l'ouverture de musées presque entièrement consacrés à la période.

En regard, l'histoire musulmane apparaît moins bien partagée, en dehors de l'essai d'un général, Faure-Biguet (*Histoire de l'Afrique septentrionale sous la*

domination musulmane, 1905), et surtout de la thèse de Gorges Marçais (*Les Arabes en Berbérie du XI^e au ^e siècle*, 1913) qui va devenir le grand ouvrage de référence, et des essais de René Basset figurant dans *Histoire de l'Algérie par les monuments* (1900) et *Mélanges africains et orientaux* (1915). La collection des *Textes relatifs à l'histoire de l'Afrique du Nord* dont l'Université d'Alger, doit assurer la publication ne sort un premier tome qu'en 1915, et fera longtemps attendre le second.

L'histoire de la colonisation française, de l'« œuvre » de la France en Algérie, se précise. Bernard et Lacroix recréent les progrès de *La pénétration saharienne (1830-1906)*. Et Victor Demontès soutient sa thèse de lettres sur *La colonisation militaire sous Bugeaud* (1917) et sa thèse complémentaire sur Berthezène, autre héros des débuts de la colonisation (1918), après avoir, dans des « Essais de démographie algérienne » sur le *peuple algérien*, reconstitué les étapes du peuplement européen en Algérie (1906). Ernest Mercier, de son côté, se penchant sur l'histoire de « sa » ville, Constantine, s'attache plutôt à « l'apport européen ». Et, de France, le livre de Victor Piquet (*La colonisation française dans l'Afrique du Nord...*, 1912) renvoie un écho métropolitain. Ce qui change par rapport aux moments antérieurs, c'est bien que les universitaires ont pris le relais des amateurs divers et des chercheurs indépendants. « Les choses se normalisent » et « c'est de la fin du XIX^e siècle que date cette relève », signale le Doyen Alazard, lors des fameuses célébrations de 1956 (18). « Et voici que maintenant s'ébauchent des travaux critiques, allant en profondeur. C'est une ère nouvelle qui voit se développer des équipes d'érudits et d'hommes de science qu'encadrent et que dirigent des grands universitaires », précise-t-il. Ce qu'il ne dit point c'est que la tendance monopolisatrice des savants de l'Ecole des lettres d'Alger devenue faculté ne va pas sans influences pernicieuses.

La disparition progressive des non professionnels s'accompagne d'une distribution hiérarchisée du travail historiographique. La création de chaires, la personnalité des savants, la spécialisation progressive des disciplines conduisent à la juxtaposition de secteurs, à de futurs cloisonnements. L'histoire « sérieuse » des professionnels, s'officialise aussi et le monde universitaire des honneurs et du prestige se lie plus étroitement au monde colonial. C'est le début de générations ou familles de chercheurs, qui vont investir l'université algéroise ou la direction des médersas, tels les frères Georges et William Marçais, les Basset (René et ses deux fils, André et Henri), les Mercier, par exemple.

Enfin, nous constatons les premiers effets de la disparition des Algériens comme sujets historiques. Les conceptions étroites et schématiques du monde musulman commencent à faire des ravages chez les historiens. Tout simplement parce que les sociétés indigènes ne sont plus observées pour elles-mêmes mais sont laissées aux autres analystes, linguistes ou sociologues, anthropologues ou islamisants par exemple (Alfred Bel, Edmont Doutté, Emile Masqueray, Depont et Coppolani, René Basset, entre autres). Ou comme Jacques

(18) *Centenaire de la société historique algérienne, op. cit.*, p. 34.

Berque le note non sans raison parce que « on connaît de moins en moins les populations locales... on ne les perçoit plus que sous l'angle de leurs rapports avec nous. Et ces rapports perdent de plus en plus de leur richesse humaine. L'expérience de l'Européen ne se fonde désormais que sur le spectacle d'une société indigène qui se désagrège et se prolétarise »... (19) Au fond, la société algérienne indigène, vaincue, n'est plus intéressante comme objet d'analyse. Elle sort du champ historique par éviction progressive, au point d'être éliminée lors de l'étape suivante et remplacée par les « nouveaux Algériens », les Français d'Algérie eux-mêmes, qui ont obtenu leur autonomie financière (les *Délégations financières*), et imaginent même une possible séparation d'avec la France, ou en tout cas pratiquent le chantage au séparatisme.

4. - 1920-1945

C'est le temps de l'efflorescence, du triomphalisme, de la maîtrise de l'univers algérien par la France ou mieux par les Européens en Algérie mais aussi des premières contestations. L'histoire se fait « apologétique » dit Charles-André Julien, dont la première édition de son *Histoire de l'Afrique du Nord*, en 1931, montre qu'il est prêt à aller contre un certain nombre d'idées et d'habitudes. L'histoire est désormais organisée en tant que science indépendante et qu'enseignement séparé en disciplines ou branches, avec ses « maîtres », ses écoles, ses disciples... et ses clans.

Stéphane Gsell a affirmé sa suprématie sur l'*Histoire ancienne de l'Afrique du Nord*, dont il poursuit la rédaction. Or, au cours de la même année, 1922, paraissent l'*Afrique romaine* d'Albertini qui sera à son tour directeur des Antiquités de l'Algérie à la suite de Gsell et Carcopino, et le premier volume des *Inscriptions latines de l'Algérie*. Le développement continu de ce secteur (Histoire et archéologie « classiques ») ne serait peut-être pas compréhensible s'il n'était lié, de façon très directe, au grand courant idéologique et politique du retour à la latinité. Courant qui est celui d'une partie de la Faculté des Lettres d'Alger mais aussi de cette société européenne, du colonat, qui se cherche des origines, des sources et des antécédents différents des Français de métropole. Et c'est un enseignant venu de France, Louis Bertrand, qui jette les bases mythiques d'une « patrie algérienne » forgée à partir des différentes communautés issues de la Méditerranée du Nord et venues prendre la suite des Romains en Algérie. La liaison entre les recherches épigraphiques, les fouilles, la numismatique, la muséographie, l'histoire de Rome sur le continent africain et les idéologues d'une Algérie européenne trouve donc son application directe, même si certains savants feignent de l'ignorer ou n'en tiennent pas compte.

Les frères Marçais, qui ont la maîtrise du « domaine oriental » et de l'archéologie musulmane où ils s'illustrent en compagnie de André Basset, M. Ben Chéneb et Fagnan, se préoccupent moins d'histoire que d'art et de

(19) *Id.*, p. 527.

monuments, comme Georges, ou de droit et de langues, comme William qui, directeur des médersas de Tlemcen et d'Alger et inspecteur général de l'enseignement des indigènes en Algérie, deviendra professeur à l'École des Langues Orientales puis au Collège de France, à Paris.

Un géographe, par contre, s'est essayé à retracer *l'Islamisation de l'Afrique du Nord*. L'auteur de l'ouvrage, paru en 1927 et portant ce titre, y a ajouté la précision suivante : *les siècles obscurs du Maghreb* (20). Formulation ambiguë, qui explique sans doute les nombreuses réimpressions ultérieures mais aussi les commentaires peu amènes de ses contemporains et plus encore de ses successeurs. Le compte rendu de William Marçais dans la *Revue critique d'histoire et de littérature* (juin 1929) en donne une idée, tout comme les propos acidulés de son frère Georges, parlant de « ces siècles qu'Emile Gautier... déclarait « obscurs ». S'ils le sont encore pour certaines gens ce n'est pas la faute des collaborateurs de la Revue africaine. » (21) L'ouvrage de celui que Charles-André Julien qualifiait d'« érudit si peu banal, malin comme une forêt de singes » (22) devint peu à peu le symbole même de l'incompréhension, méprisante à la limite, déformant et trahissant Ibn Khaldun au passage, et réduisant tout à un affrontement sédentaires - nomades. Ses détracteurs oublient quelque peu d'autres aspects de l'ouvrage, notamment que l'étude ne porte que sur les années 650-1050 et que, faute de documents et de chroniques, l'appel à Ibn Khaldun permet d'appliquer une méthode imaginative à une période mal connue. L'auteur de *Mœurs et coutumes des Musulmans* n'échappe pas pour autant aux clichés et aux déformations, quand il prétend expliquer des populations indigènes, qu'il connaît assez mal, au public francophone.

Ce qui l'emporte, quantitativement, en matière de production historique, c'est l'évocation de la conquête militaire et, surtout, de la colonisation. 1930 est le sommet de la courbe. Le Centenaire de l'occupation, marqué par des commémorations en tous genres, fêtes, monuments érigés, célébrations, discours, inaugurations, l'est aussi par des commandes de l'Etat et du Gouvernement Général. Le colonat est prêt à entendre chanter son passé. La « collection du centenaire de l'Algérie » dirigée par Gustave Mercier, provoque, directement ou par effet induit, la réduction d'ouvrages à la gloire de la colonisation. Le général Azan devient le chantre de *L'Armée d'Afrique de 1830 à 1852* (1936), de *Conquête et pacification de l'Algérie* (1931), dont Bourmont, Bugeaud, Bedeau, Lamoricière...., après avoir écrit un *Emir Abd el Kader (1808-1883)*, antérieurement sous-titré *Du fanatisme musulman au patriotisme français* (1925)!

D'autres décrivent *Un siècle de colonisation*, comme V. Demontès ou E.F. Gautier en 1930, ou évoquent quelques-uns des centres d'implantation des

(20) Le titre changera, pour devenir *le Passé de l'Afrique du Nord*; le succès de librairie ne se démentant pas jusqu'à une période fort récente.

(21) *Centenaire de la Société historique algérienne, op. cit.*, p. 70.

(22) JULIEN (Charles-André) *Histoire de l'Afrique du Nord*, 1931, *op. cit.*, p. 686. Si les résultats atteints par l'auteur ne sont pas à la hauteur de son projet, le livre ne méritait ni pareille célébrité ni cet excès d'indignité, ni l'opprobre de ceux qui, aujourd'hui et au seul vu du sous-titre, orient au scandale et dénoncent à peu de frais les travers de l'histoire coloniale.

colons, parmi lesquels Boufarik et la Mitidja semblent retenir plus particulièrement les observateurs (Cf. le livre de Julien Franc : *Le chef d'œuvre colonial de la France en Algérie : La colonisation de la Mitidja*, 1928). Christian Schefer traite, lui, des rapports avec la métropole, dans *La politique coloniale de la monarchie de juillet. L'Algérie et l'évolution de la colonisation française* (1928), alors que F. Charles Roux cherche *Les précurseurs de la conquête : France et Afrique du Nord avant 1830*, (1932). Hors collection, le Centenaire nous vaut la publication d'une belle *Etude de géographie et d'histoire urbaines*, celle que René Lespès consacre à *Alger* (1930). Tous les historiens se trouvent peu ou prou mobilisés et l'on est étonné, dans le concert plutôt général des louanges à l'œuvre civilisatrice de trouver quelques propos critiques, par exemples dans la thèse que R. Passeron soutient, à la Faculté de Droit il est vrai, en 1925, sur *Les grandes sociétés et la colonisation en Afrique du Nord*.

Histoire triomphante sans doute, mais qui n'est pas sans s'interroger, dès les années 1930, sur sa suprématie et ses choix. Car, au moment où se construisait à grand fracas une histoire officielle de la nation algérienne, c'est-à-dire européenne en Algérie, laissant les indigènes dans l'ombre, relayée par les chaires universitaires et les écrits de respectables érudits, s'élaboraient par ailleurs des versions un peu moins conformistes, les unes dues aux historiens français des minorités politiques de gauche, tel Charles-André Julien précité ou le communiste abrité sous le double pseudonyme de D'Orient et Loew (*La Question algérienne*, 1936), les autres sous la plume d'auteurs algériens, écrivant de surcroît en arabe, symbolisant fort bien la montée du nationalisme à travers un de ses courants, autrement dit le retour dans le champ politique d'une population que l'on avait eu tendance à oublier et qui n'allait cesser de revendiquer une place, de poser problème. Il suffit de lire les ouvrages de deux membres de l'Association des Oulémas réformistes, le cheikh El Mili, et Tewfik El Madani (publiés entre 1927 et 1932), pour s'en convaincre. L'histoire de l'Algérie n'est soudain plus celle des Français (23).

Le retour, la « remontée », des « musulmans » ou « indigènes » implique une politisation grandissante de la recherche comme de l'enseignement. A moins que, pour éviter d'entrer dans les débats sur l'histoire qui pouvaient naître, les savants préfèrent les ignorer et se réfugier dans leurs tours d'ivoire ou au cœur de leurs terrains de prédilection, retranchés derrière les carrières de leur science, universellement reconnue pensent-ils et opposable à toute tentative critique, à toute remise en cause. Or, ce faisant, l'« Ecole d'Alger » est sur le chemin d'une algérisation qui risque de la couper d'autant plus des chaires, universités et collèges métropolitains que ses membres ont de plus en plus tendance à considérer l'Algérie comme une chasse gardée. Le paradoxe, dès lors, est que plus ils cherchent à se couper du politique et à ignorer les revendications nationalistes, ou les critiques de certains de leurs collègues en France,

(23) BENCHENEB [Saadeddine]. « Quelques historiens arabes modernes de l'Algérie ». Centenaire de la Société historique algérienne, *op. cit.*, pp. 475-499. : « Il est particulièrement révélateur, poursuit l'auteur, que les mots de nation et de peuple reviennent cinq fois en douze lignes dans une page et, à la page suivante, neuf fois en vingt et une lignes », *Ibid.*, p. 481.

plus ils risquent de se retrouver confrontés aux réalités, politiques, et aux contradictions de leur milieu, celui des Européens d'Algérie.

En cela, le centenaire et ses suites ont conduit à focaliser la recherche sur quelques domaines, à en laisser beaucoup d'autres de côté. Faute d'étudier l'évolution de la société autochtone à dominante arabo-musulmane, quitte à en laisser l'étude aux savants d'autres disciplines, ou à quelques marginaux ou autodidactes, les historiens d'Algérie n'ont pu fournir les éléments minimums nécessaires à la compréhension des groupes sociaux, des manifestations culturelles, comme des revendications politiques en cours. La liaison, histoire de l'Algérie égale histoire de la colonisation française, a tout obscurci et a fini par cacher l'essentiel. C'est ainsi qu'au 2^e congrès des Sociétés savantes d'Afrique du Nord, des 14 au 17 avril 1936, Alfred Bel, qui présidait, a lié explicitement la tenue de la réunion à Tlemcen à l'entrée des troupes coloniales dans la ville cent ans auparavant. De même, les Constantinois ont-ils demandé que le Congrès suivant, de 1937, se tint dans leur cité, prise d'assaut par les Français un siècle avant (24). Science et politique se trouvaient désormais plus liées que les acteurs n'en avaient eux-mêmes conscience.

5. - 1945-1962

Si l'on place la coupure au lendemain de la seconde guerre mondiale, c'est moins pour insister sur la détermination internationale de l'historiographie coloniale que pour mettre en avant la transformation des nationalismes algériens des suites de la guerre. Transformation qui se retrouve dans les « soulèvements » de l'Est algérien centrés sur Sétif et Guelma, ainsi que dans l'élaboration de plateformes ou de programmes au sein des divers mouvements politiques incluant l'indépendance dans leurs revendications.

Or, les historiens coloniaux, en Algérie même, ne répondent guère à ce changement, qui ne provoque chez la plupart d'entre eux, aucun sursaut, aucune remise en cause bénéfique. *L'Histoire de l'Algérie* de Gsell, Marçais (Georges) et Yver (1927) et *L'Algérie* d'Augustin Bernard (1930) restent les ouvrages de référence et font fonction de manuels. Les études sur les zones de colonisation se poursuivent, touchant Bône, Fort de l'eau, Laghouat, Marengo, Mostaganem, Nemours, Perrégaux, Assi ben Okba, etc. ; R. Tinthoin étant l'auteur des deux dernières citées et *Colonisation et évolution des genres de vie dans la région ouest d'Oran de 1830 à 1855* (1948). D'autres continuent l'analyse des zones d'occupation, telle Magali Zurcher qui soutient une thèse à la Faculté des Lettres d'Alger sur *La pacification et l'organisation de la Kabylie orientale de 1838 à 1870* (1949). Parue après l'indépendance, *L'histoire de l'Algérie française (1830-1962)*, 1963, de C. Martin appartient encore à cette lignée. Le changement vient plutôt de brillants amateurs que la Faculté ne

(24) *Deuxième Congrès de la Fédération des Sociétés savantes d'Afrique du Nord*, 1936, *op. cit.*, pp. 11 et 72. Il est modestement proposé que le 3^e Congrès aborde des thèmes locaux, parmi lesquels : « L'habitation indigène, les industries indigènes, les coutumes indigènes, les niveaux de vie indigènes... » mais aussi « La colonisation dans un centre ou une région », p. 73.

reconnaît pas parmi les siens, tel Augustin Berque, rédigeant une « Esquisse d'une histoire de la seigneurie algérienne » (1949), ou entamant des recherches sur « la bourgeoisie algérienne » (1948) ou « les intellectuels algériens », à travers trois articles, ou Joseph Desparmets ayant rendu compte des mouvements politiques nationalistes dans différentes livraisons de *l'Afrique française* dès avant la seconde guerre mondiale. Elle vient aussi de quelques uns de ses membres peu conformistes, comme Marcel Emerit qui, outre un ouvrage sur *l'Algérie à l'époque d'Abd el Kader* (1951), écrit un nombre important d'articles dont certains concernent les populations algériennes. Elle vient des arabisants et berbérissants qui approchèrent l'Algérie du passé par ses documents et sa tradition arabe. Elle vient surtout d'une nouvelle génération devenue sensible à l'existence d'un peuple algérien et prête à en retrouver les traces, et à laquelle appartiennent, à des titres divers, l'archiviste Pierre Boyer, les géographes Hildebert Isnard, Marcel Larnaude, Jean Despois, les historiens Charles-André Julien (*L'Afrique du Nord en marche. Nationalismes musulmans et souveraineté française*, 1952) et Xavier Yacono (25). Elle vient encore de commandes du Gouvernement Général qui, en relançant la « Collection des documents inédits et d'études sur l'histoire de l'Algérie », favorise une réorientation bien tardive des recherches, même lorsqu'elles traitent de la colonisation de la Mitidja (Isnard), ou des plaines du Chélif (Yacono), de l'Algérie médiane (Boyer) ou du Hodna (Despois) les études incluent les « indigènes ». Le grand retournement est significatif avec le trio, de formation plutôt géographique qu'historique, qui publie en 1960 *L'Algérie passé et présent. Le cadre et les étapes de la constitution de l'Algérie actuelle*. (Lacoste, Nouschi, Prenant). En dépit, ou à cause, de ses excès pour prendre le contrepied de l'histoire coloniale traditionnelle, le livre entame les bastions et bouscule les perspectives. André Nouschi dans sa thèse intitulée *Enquête sur le niveau de vie des populations rurales constantinoises de la conquête jusqu'en 1919* (1961) et dans *La naissance du nationalisme algérien* (1962) démontre que les archives d'un côté, et l'observation des événements récents de l'autre, permettent de transcrire le devenir de la société algérienne.

Cette dernière étape est donc marquée par un renversement des sujets que la guerre de libération n'a pu qu'accélérer. Les grands romanistes et médiévistes se sont tus, et les analystes de la période coloniale n'ont plus considéré leur objet avec les mêmes yeux. En un siècle, les historiens ont changé à la fois de domaine d'études et leur manière de le percevoir. Durant les dernières années de l'occupation française et au-delà, s'est déroulé un combat pour l'histoire, plus idéologique que scientifique; le nationalisme algérien opposant ses propres versions et thèmes à ceux du colonialisme français. Et ce combat se poursuit aujourd'hui.

(25) Sur tous ces auteurs, voir YACONO (Xavier) : « L'Algérie depuis 1830 », *op. cit.*

SURVOLS

Un constat *paraît* s'imposer de lui-même : les études des historiens durant la période coloniale ne permettent pas de suivre l'évolution de la communauté algérienne musulmane. Nous avons plutôt une Algérie historique devenue enjeu entre fractions en compétition, tout au cours du temps. Un pays, une communauté se sont trouvés à la fois dépossédés de leur passé et victimes d'interprétations contradictoires, écartelés entre militaires et civils, amateurs et professionnels, enseignants du secondaire et des médersas et professeurs des facultés; entre algérois et métropolitains, traditionalistes et modernistes, conservateurs et libéraux, politiques et scientifiques; entre spécialistes aussi, latinistes et arabisants, archéologues, médiévistes et contemporanistes; entre disciplines historiques : des religions, des sociétés, des institutions, de l'art...; entre historiens et géographes, historiens et linguistes, historiens et juristes... (26).

Les diverses approches, le choix privilégié de périodes plutôt que d'autres, les traitements successifs ne permettent pas la constitution d'un *savoir historique cohérent* sur l'Algérie des Algériens. L'historiographie abondant avec retard, par définition, les événements a, dans le cas algérien, beaucoup plus consacré à l'ère pré-islamique – et plus particulièrement à la période carthaginoise et romaine – puis aux modalités de l'occupation militaire et au développement dû au peuplement européen qu'à tout autre objet. L'Algérie arabo-musulmane n'intervient que comme un intervalle entre les Romains et les Français, une sorte d'accident dans une histoire universelle dominée par l'héritage gréco-latin et une Méditerranée marquée par l'expansion des cultures et pouvoirs européens. C'est donc un pays isolé qu'il nous est donné de voir, coupé de ses véritables sources, et de l'histoire mondiale en général et plus particulièrement séparé du monde arabe et islamique, du reste du Maghreb, de l'Afrique du Nord ou Afrique septentrionale quelle que soit l'appellation (27). Un pays dont la culture profonde, la langue, la foi, les mœurs ont fini par être abordés par leurs aspects secondaires, les côtés accessoires. Comme si, après avoir traduit Ibn Khaldun et Khalil, on pensait avoir livré l'essentiel et que l'on se contentait désormais d'auteurs de second rang, qu'il n'y avait plus qu'à gloser

(26) Ces combats peuvent être feutrés. Relisons le compte rendu que W. MARÇAIS fait de l'ouvrage de Gautier si controversé *Les siècles obscurs du Maghreb* (*Revue critique d'histoire et de littérature*, juin 1929). W. MARÇAIS rend hommage à Emile MASQUERAY « Grand initiateur ». Mais le jugement est aussitôt tempéré par « plus brillant que solide » et au début de sa carrière assez peu armé pour entreprendre des enquêtes linguistiques précise le rédacteur qui lui-même est un expert en la matière. Un spécialiste rendant compte d'un ouvrage historique d'un géographe, rend un bien perfide hommage au père de l'anthropologie algérienne... et règle divers comptes au passage.

(27) Lors du Congrès de la Fédération des Sociétés savantes de l'Afrique du Nord de 1936, évoqué *supra*, Charles MONTCHOURT émettait le vœu, endossé par le Congrès, que soit trouvé un nom pour cette « unité géographique fondamentale », à « l'unité politique récemment réalisée sous l'égide de la France », et proposait lui-même les termes quelque peu barbares d'« Altama » (pour Algérie-Tunisie-Maroc) ou d'« Africanie » ! (*Revue africaine*, 3^e-4^e trimestre 1936, p. 124).

et broder, ou à se laisser aller à une orientalisation de surface, une folklorisation appauvrissante, ou qu'il valait mieux se tourner vers d'autres domaines plus attrayants.

Nous constatons aussi toutes les marques d'un éclatement, d'une atomisation. L'Algérie indigène des historiens est centrifuge, *fractionnée*. Il y est plus souvent question de groupes conflictuels se détruisant les uns les autres, ou s'équilibrant dans la négative, que de mouvements unitaires et de rassemblements. Et les types antithétiques, superficiels, d'une lecture anthropologique simpliste, que critiquait Jacques Berque (Arabes - Berbères, etc.) ont ajouté aux divisions de l'histoire et à un « pays de tribus et de clans », animé de mouvements browniens négatifs, et comme condamné à l'impuissance. De cette image d'un pays sans unité possible ne pouvait que naître l'idée de « colonisabilité », c'est-à-dire d'univers colonisable par essence ou par état.

Précisons encore deux traits. L'aspect personnalisé des relations historiques d'abord, qui, lorsqu'il s'agit des Algériens, insiste plus volontiers sur les personnages que sur les groupes sociaux ou ethniques, plus sur des « modèles » individualisés – grand seigneur, chef de guerre, nomade, marabout, lettré – que sur les communautés dont ils participent. La littérature historique à prétentions savantes prenant comme centre la figure d'Abd el Kader mériterait à elle seule une longue étude critique (28). Moqrani symbolise à lui seul l'« insurrection » de 1871, dont il n'est que l'un des pivots (29). Plus tard, l'émir Khaled, le cheikh Ben Badis, Messali Hadj, Ferhat Abbas, retiendront les attentions, comme quelques uns des bachaghas et aghas nommés par la France aux autres personnages consacrés par elle (Bengana, Tidjani...). L'histoire des structures familiales, de l'évolution des cultures, des mentalités, de la mobilité et des couches sociales, de la culture islamique et des pratiques religieuses, de la préservation des caractères propres à une communauté, celle des rapports avec les Européens, restent à écrire en 1962. D'où le second trait : l'Algérie qui ressort des lectures historiques est partielle, incomplète.

Ce que nous avons, c'est un *patchwork*, mais qui n'est qu'en cours d'assemblage. Et il s'avère presque aussi intéressant de dresser un inventaire des zones non étudiées que de celles qui le furent. Ce qui n'est pas moins étrange, c'est qu'à chaque occasion de bilan, congrès, centenaires, « états de la question » dressés par des bibliographes les érudits et enseignants se plaignent de trous et de manques. Dans son introduction à *Histoire et historiens de l'Algérie* de 1931 Stéphane Gsell relevait (partiellement aussi !) ce qu'il fallait étudier au plus tôt. Il allait jusqu'à écrire « A défaut d'une documentation antérieure à notre occupation, des enquêtes chez les indigènes seraient utiles pour la connaissance d'un passé auquel le présent se rattache encore par des

(28) Cf. notre recension de la thèse de Rafael DANZIGER (*Abd Al Qadir and the Algerians. Resistance to the French and International Consolidation*, 1977) in *Annuaire de l'Afrique du Nord* 1978.

(29) Cf. AGERON (Charles-Robert) : « L'insurrection de 1871 en Algérie », *Politiques coloniales au Maghreb*. Paris, Presses universitaires de France, 1972, pp. 219-229.

liens si étroits; mais il faut se hâter, car les coutumes séculaires sont maintenant en voie de disparition. Il reste, par exemple, bien des choses à dire sur l'art et l'industrie des Berbères, sur les cultes des saints locaux, sur les vieilles pratiques d'origine magique que l'Islam n'a pas abolies » (30). Ces phrases sont révélatrices d'une perception très indigéniste du milieu algérien. L'essentiel n'y figure pas. Mais E.F. Gautier, William Marçais, Alfred Bel et Georges Yver ont une vision plus aiguë, bien qu'incomplète et aussi, des besoins (31). Or, en 1956, le centenaire de la société historique algérienne reproduit les mêmes requêtes.

Dans son relevé des principaux travaux effectués entre 1830 et cette même année 1956, Xavier Yacono trouve plus de zones d'ombre que de secteurs éclairés. Les indigènes, indique-t-il, ont été étudiés par le biais principal des problèmes posés par les rapports entre christianisme et Islam, alors que — comme le souligne Jacques Berque en fin de volume — les modes de cohabitation (et de confrontation) entre culture islamique et culture française ont été déterminants, et transcendent largement le choc des religions (32). Les Européens conçoivent l'histoire des indigènes comme déterminée par la leur et ne l'analysent qu'à travers leurs propres interrogations. « Aucun travail à vrai dire n'embrasse la question dans toute sa complexité », reconnaît X. Yacono (33).

Pas d'histoire économique et sociale d'une population (qui aurait dû inclure la main-d'œuvre algérienne en France, aussi); une histoire religieuse par trop pointilliste et ne tenant compte ni de la dévotion islamique ni du vécu des croyants; une histoire des cultures, sociologie historique de la connaissance, étude de la pensée et des courants intellectuels qui n'a jamais pu surgir; une histoire des opinions, comportements et attitudes, trop liée à des pratiques passées et des phénomènes d'attardement et pas assez à l'écoute des faits essentiels: le bilan est maigre deux ans après qu'ait éclaté la guerre de libération. Les multiples travaux des six années qui suivront ne permettront pas de combler d'aussi grands vides.

Comment s'est donc constituée la culture scientifique des candidats historiens du Maghreb et de l'Algérie? A Paris, sans doute mieux qu'à Alger et dans l'université de cette dernière ville sans doute dans de meilleures conditions chez les linguistes ou orientalistes islamologues ou les géographes que dans les matières proprement historiques. D'un côté, l'étudiant rencontrait

[30] *Histoire et historien de l'Algérie. op. cit.*, p. 15.

[31] *Id.*, cf. E.F. GAUTIER « Le cadre géographique de l'Histoire en Algérie », pp. 17-35; W. MARÇAIS : « Un siècle de recherches sur le passé de l'Algérie musulmane », pp. 139-175; A. BEL : « Caractère et développement de l'Islam en Berbérie et plus spécialement en Algérie », pp. 177-206; G. YVER : « La conquête et la colonisation de l'Algérie », pp. 267-306.

[32] Jacques BERQUE décrit fort bien trois phases à mettre en relief, dans le « choc entre sa culture française et la culture arabe en Afrique du Nord ». 1) « La phase dite de Bureau arabe » : pacification des tribus, introduction d'une certaine sécurité des droits civils, substitution d'un système plus légaliste à un système coutumier », celle du « ralliement »; 2) La phase de retournement. Au ralliement, succède la conscience d'un dualisme qui devient rapidement opposition de même hostilité »; 3) La phase de dépassement du dualisme, et dont nous savons, avec le confortable recul, qu'elle fut la phase de *rupture*.

[33] YAICONO (Xavier), « L'Algérie depuis 1830 », *op. cit.*, p. 186.

des abstractions : le progrès, l'évolution, la civilisation, l'assimilation, ou des stéréotypes : l'Arabe, le Berbère, le nomade, le pasteur mais aussi le colon, les bureaux arabes, l'administration. De l'autre, il devait connaître par le menu des programmes qui laissaient de côté des pans entiers du passé local et des fractions importantes de populations et d'un territoire. Et il lui aurait fallu beaucoup de courage ou d'inconscience – si tant est qu'il en ait eu l'idée – pour remettre en cause les éléments et méthodes d'un savoir fondé sur une « vérité » cautionnée par les grands maîtres de l'université.

Car la recherche historique a eu tendance non seulement à défricher et exploiter quelques domaines choisis, mais à reproduire le discours scientifique, en l'affaiblissant même les textes des premiers auteurs, d'un Pellissier de Reynaud, d'un Carrette, d'un de Neveu ou d'un Masqueray par exemple. Si chaque génération a apporté son lot de savants rompant avec la tradition et ouvrant de nouvelles voies, mettant en valeur des archives, découvrant un terrain, des données, des faits, il semble que le contrôle universitaire en ait progressivement réduit le nombre. Les auteurs ayant pris l'habitude de se citer sans se nommer et empruntant aux écrits antérieurs, celui qui venait à leur suite ne pouvait que fonder son propre raisonnement sur des observations devenues évidences à force d'être reproduites sous différentes plumes. L'histoire coloniale fournit de nombreux exemples de cette « reproduction » aliénante. Mais elle n'est pas unique en son genre et la recherche anthropologique pourrait en fournir maints cas.

De quoi disposait donc l'apprenti historien pour comprendre la société de son temps, celle où il évoluait ? On pourra trouver étrange le tableau des années 1945-1960, où la plupart des étudiants et chercheurs, ayant assimilé l'enseignement des savants les plus réputés, bu les meilleurs travaux, suivi un cursus sans faille et obtenu les titres les plus élevés, n'aient rien saisi de ce qui se passait autour d'eux, et surtout de ce qui venait de se passer au cours de la génération précédente. Ils ont découvert que les outils qu'on leur avait fournis, la préparation qu'ils avaient reçue étaient inopérants, en partie inapplicables aux sociétés qu'ils auraient dû saisir. Ils ont pu s'estimer trahis par les contradictions et les insuffisances de leur langage théorique, par un trop grand algéro centrisme aussi. Des failles les empêchaient de comprendre comment ces tribus, ces fractions, en état de permanente *dépendance*, marquées par un déclin lié à un *retard historique*, avaient bien pu se constituer en collectivité agressivement revendicatrice. Mais étaient-ils sûrs d'avoir bien lu l'histoire coloniale ?

Jean-Claude VATIN.